ASSEMBLÉE NATIONALE

9 mai 2019

LOI D'ORIENTATION DES MOBILITÉS - (N° 1831)

Adopté

AMENDEMENT

N° CD2752

présenté par

Mme Michel, Mme Blanc, M. Cazeneuve, M. Leclabart, M. Le Gac, M. Gaillard et M. Charles de
Courson

ARTICLE 7

Après l'alinéa 5, insérer l'alinéa suivant :

« I *bis*. – Le premier alinéa de l'article L. 1112-4 du code des transports est complété par deux phrases ainsi rédigées :

« Dans les réseaux de transports urbains, l'obligation de mettre à disposition des services de substitution en cas d'arrêt en impossibilité technique avérée peut être remplacée par la mise en accessibilité de deux arrêts supplémentaires non prioritaires pour chaque arrêt en impossibilité technique avérée, dans un délai de 18 mois. Le choix de ces deux arrêts supplémentaires s'effectue au sein des commissions communales ou intercommunales d'accessibilité prévues à l'article L. 2143-3 du code général des collectivités territoriales. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement est issu des travaux du groupe de travail de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation sur le projet de loi.

Il fait partie d'une série d'amendements allant dans le sens d'une meilleure accessibilité des personnes handicapées (PH) et des personnes à mobilité réduite (PMR) aux infrastructures de mobilité.

Face aux difficultés de mise en œuvre et d'usage des transports de substitution en cas d'arrêts en impossibilité technique avérée, l'amendement permet localement, dans les réseaux urbains, de compenser les arrêts en ITA par la mise en accessibilité d'arrêts non prioritaires plutôt que par du transport de substitution.